FormaV

Ce document a été mis en ligne par l'organisme FormaV®.

Toute reproduction, représentation ou diffusion, même partielle, sans autorisation préalable, est strictement interdite.

Pour consulter tous nos sujets d'annales et corrigés du Bac Général SVT + SES, veuillez visiter :
bac-svt-ses.fr/annales-sujets-et-corriges

Sciences économiques et sociales

Session 2024 • Polynésie • Jour 2

Code sujet **24-SESJ2PO1** 4h00

Proposition de corrigé pédagogique • FormaV

Se repérer dans le corrigé

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire — Variables sociodémographiques et engagement politique
1 réponses • sujet p. 2–4

Épreuve composée — Croissance économique, trajectoires individuelles de formation et transmission des crises financières
4 réponses • sujet p. 5–9

Les numéros, parties et pages renvoient au sujet original. Chaque réponse rappelle la consigne, explique la démarche et donne le résultat.

Dissertation s’appuyant sur un dossier documentaire None points

Variables sociodémographiques et engagement politique

Question Sujet

Sujet p. 2, 3, 4

> Quel rôle les variables sociodémographiques jouent-elles sur l’engagement politique ?

Introduction. L’engagement politique désigne les activités par lesquelles des individus cherchent à participer à la vie politique ou à influencer les décisions collectives. Il peut prendre des formes institutionnelles, comme voter, adhérer à un parti ou se présenter à une élection, mais aussi des formes protestataires ou associatives, par exemple participer à une association de défense de l’environnement. Les variables sociodémographiques — notamment le sexe, l’âge, la catégorie socioprofessionnelle et le niveau de diplôme — sont liées à des expériences, des ressources et des positions sociales différentes. Elles peuvent donc faciliter ou freiner certaines formes d’engagement, sans déterminer mécaniquement les comportements de chacun. Comment ces variables contribuent-elles aux écarts d’engagement et de représentation, et pourquoi leur rôle varie-t-il selon les formes d’action ?

I. Des ressources et des positions sociales inégalement réparties contribuent aux différences d’engagement.

La catégorie socioprofessionnelle est associée à des ressources économiques, à du temps disponible, à des réseaux et à des compétences qui peuvent faciliter l’engagement. Par exemple, comprendre les institutions, prendre la parole en public ou accéder à des organisations peut rendre plus aisée la participation à la vie politique et l’accès à des responsabilités. Ces mécanismes aident à comprendre les écarts de représentation observés entre les groupes sociaux.

Le document 1 compare la composition sociale de plusieurs catégories d’élus locaux à celle de la population, hors retraités et inactifs. Les cadres supérieurs représentent 19,8 % de la population considérée, mais 28,0 % des conseillers municipaux, 41,8 % des conseillers communautaires, 55,3 % des conseillers départementaux et 61,1 % des conseillers régionaux. À l’inverse, les ouvriers représentent 20,3 % de cette population, contre 9,6 % des conseillers municipaux, 3,2 % des conseillers communautaires, 0,7 % des conseillers départementaux et 1,0 % des conseillers régionaux. Les employés, qui constituent 26,5 % de la population considérée, représentent 18,9 % des conseillers municipaux et 7,6 % des conseillers régionaux. Les cadres supérieurs sont donc surreprésentés parmi les élus, particulièrement aux niveaux départemental et régional, tandis que les ouvriers et les employés sont sous-représentés. Ces données décrivent la composition des assemblées : elles ne mesurent pas, à elles seules, la probabilité individuelle de se porter candidat ou d’être élu.

Le diplôme peut également apporter des ressources utiles à l’engagement : les apprentissages scolaires peuvent favoriser la maîtrise de l’expression, la compréhension des enjeux collectifs et l’accès à certains réseaux. Le document 4 montre qu’à chacune des dates présentées, le taux d’engagement associatif est supérieur parmi les personnes ayant un diplôme de l’enseignement supérieur à celui des personnes ayant le baccalauréat ou un diplôme inférieur. En 2022, les taux sont respectivement de 25 % et de 16 %, soit un écart de 9 points de pourcentage. En 2010, ils étaient de 28 % et de 18 %, soit un écart de 10 points. Il s’agit d’une association statistique : le document ne suffit pas à établir que le diplôme, à lui seul, cause cet écart. Les ressources, les réseaux et les expériences liés à l’origine sociale peuvent aussi intervenir.

II. Le sexe et l’âge sont associés à des possibilités et à des formes d’engagement différentes.

Les écarts entre femmes et hommes dans l'accès aux responsabilités politiques peuvent être liés à la socialisation de genre, à une répartition inégale des tâches domestiques et du temps disponible, ainsi qu'aux pratiques de sélection des organisations politiques. Ces mécanismes ne signifient pas que les femmes seraient moins intéressées par la politique : ils peuvent influer sur les occasions de se présenter, les investitures et les chances d'être élues.

Le document 2 met en évidence un écart entre la proportion de femmes parmi les candidates et leur proportion parmi les élues aux élections législatives de 2022. Les femmes représentent 44,16 % des 6 291 candidats, mais 37,3 % des élus, soit 215 députées. Elles constituent également 43,1 % des personnes qualifiées pour le second tour, mais 37 % des élus. Les données montrent ainsi une diminution de leur part entre la qualification et l'élection, sans permettre d'en attribuer la cause à un seul mécanisme. Les choix d'investiture des partis comptent également : en 2022, les femmes représentent 38 % des candidats de LR-UDI, alors que plusieurs autres formations citées dans le document présentent à peu près autant de femmes que d'hommes. Le texte précise par ailleurs que LR a payé en moyenne 1,8 million d'euros par an d'amende entre 2017 et 2022 pour continuer à présenter très majoritairement des candidats masculins. Il indique que les femmes représentaient 30 % des élus LR en 2022, contre 24,1 % en 2017. Il faut distinguer ces chiffres de ceux concernant LR-UDI au second tour : dans cette alliance, les femmes constituent 26,7 % des personnes qualifiées et 28,1 % des élues, une part légèrement plus élevée parmi les élues. Ces éléments montrent que les organisations et leurs règles ou stratégies peuvent contribuer aux écarts de représentation, sans que les chiffres établissent à eux seuls toutes les causes de ces écarts.

L'âge peut aussi être lié aux formes d'engagement privilégiées. Le document 3 compare le taux d'adhésion ou de participation à une association de défense de l'environnement chez les 18-24 ans et dans l'ensemble de la population. Pour les 18-24 ans, ce taux passe d'environ 3 % en 2013 à 12 % en 2019 ; pour l'ensemble de la population, il passe d'environ 3 % à 6 %. À la fin de la période, les jeunes sont donc davantage représentés dans cette forme précise d'engagement. Cette évolution ne permet pas de conclure que les jeunes seraient, de manière générale, plus engagés dans toutes les formes d'action politique : les préférences, les enjeux mobilisateurs et les occasions de participer varient selon les formes d'engagement et les périodes observées.

Conclusion. Les variables sociodémographiques jouent un rôle important parce qu'elles sont associées à des ressources, à des expériences de socialisation et à des possibilités inégales d'accéder aux organisations et aux fonctions représentatives. Le dossier montre une forte surreprésentation des cadres supérieurs parmi les élus locaux et une sous-représentation des ouvriers, un engagement associatif plus élevé parmi les diplômés du supérieur, des écarts entre femmes candidates et élues, ainsi qu'une progression de la participation associative environnementale des 18-24 ans. Ces constats décrivent des tendances collectives, non le comportement de chaque individu. Le rôle de ces variables dépend des formes d'engagement et du contexte, et ne relève pas d'un déterminisme mécanique.

> **RÉPONSE À RETENIR**
>
> Les variables sociodémographiques sont associées à des ressources et à des possibilités d'engagement inégales. Le dossier met notamment en évidence la surreprésentation des cadres supérieurs parmi les élus locaux, un engagement associatif plus élevé chez les diplômés du supérieur, des écarts entre femmes candidates et élues, ainsi qu'une hausse de la participation des 18-24 ans aux associations de défense de l'environnement entre 2013 et 2019. Ces variables contribuent donc à orienter les formes et les chances d'engagement, sans déterminer mécaniquement les comportements individuels.

Épreuve composée

20 points

Croissance économique, trajectoires individuelles de formation et transmission des crises financières

Première partie : Mobilisation des connaissances

Question Question

Sujet p. 5

> À l'aide de deux exemples, vous montrerez que la croissance économique se heurte à des limites écologiques. (4 points)

Démarche : La croissance économique est l'augmentation durable de la production de biens et de services. Pour montrer qu'elle se heurte à des limites écologiques, il faut donner deux exemples et expliquer, pour chacun, comment l'accroissement de la production exerce une pression sur l'environnement.

Premier exemple : l'épuisement de ressources naturelles. La hausse de la production peut nécessiter davantage de matières premières et d'énergies non renouvelables, comme le pétrole. Or leurs stocks sont limités à l'échelle humaine. Des prélèvements croissants réduisent les réserves disponibles et peuvent rendre l'extraction plus coûteuse et plus dommageable pour les milieux naturels. La croissance rencontre donc une limite liée à la disponibilité des ressources.

Deuxième exemple : le changement climatique. Une production et des transports plus importants peuvent accroître la consommation d'énergies fossiles. Leur combustion émet des gaz à effet de serre, notamment du dioxyde de carbone, qui contribuent au réchauffement climatique. Celui-ci occasionne des dommages environnementaux et économiques. Une partie de ces coûts n'étant pas directement supportée par ceux qui produisent ou consomment les biens concernés, il s'agit d'une externalité négative.

Ces deux exemples montrent que la croissance peut accroître les prélèvements de ressources et les pollutions. L'ampleur de ces effets dépend toutefois aussi des techniques de production et de la composition de la production.

> **RÉPONSE À RETENIR**
>
> La croissance économique se heurte notamment à la disponibilité limitée de certaines ressources naturelles et à la capacité limitée de l'environnement à absorber les pollutions, telles que les émissions de gaz à effet de serre contribuant au changement climatique.

Deuxième partie : Étude d'un document

Question 1.

Sujet p. 6

> À l'aide des données du document, vous comparerez les différences d'obtention du diplôme du Master pour les enfants de « Cadres, professions intermédiaires » et les enfants d'« Employés, ouvriers » en 2019-2021. (2 points)

Méthode : Dans le graphique de la page 6, le diplôme de Master, DEA, DESS ou Doctorat (Bac + 5 et plus) est représenté par le segment gris clair à la base de chaque barre. Il faut comparer ce segment pour les deux groupes en 2019-2021 et lire l'échelle verticale en pourcentage.

Pour les enfants de « Cadres, professions intermédiaires », le segment atteint environ 24 %. Pour les enfants d'« Employés, ouvriers », il atteint environ 9 %. L'écart est donc d'environ 15 points de pourcentage : 24 − 9 = 15. Le taux du premier groupe est environ 2,7 fois celui du second : 24 ÷ 9 ≈ 2,7.

Il s’agit de lectures approximatives du graphique : la comparaison porte sur la part de chaque groupe ayant atteint ce niveau de diplôme, et non sur le nombre absolu de diplômés.

RÉPONSE À RETENIR

En 2019-2021, environ 24 % des enfants de « Cadres, professions intermédiaires » ont un diplôme de Master, DEA, DESS ou Doctorat, contre environ 9 % des enfants d’« Employés, ouvriers ». L’écart est d’environ 15 points de pourcentage, en faveur des premiers.

Question 2.

Sujet p. 6

À l’aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que le milieu social joue un rôle dans la construction des trajectoires individuelles de formation. (4 points)

Démarche : Le document met en évidence une association entre le milieu social d’origine et le niveau de diplôme obtenu. Pour expliquer cette différence, il faut présenter les ressources et les socialisations inégalement distribuées, puis montrer comment elles peuvent influencer les choix et les parcours scolaires. Ces mécanismes modifient des probabilités ; ils ne déterminent pas mécaniquement la trajectoire de chaque individu.

En 2019-2021, selon le graphique, environ 24 % des jeunes de 25 à 29 ans issus des catégories « Cadres, professions intermédiaires » ont obtenu un diplôme de Master ou de niveau supérieur, contre environ 9 % de ceux issus des catégories « Employés, ouvriers », soit un écart d’environ 15 points de pourcentage. Plus largement, le graphique montre que la répartition des diplômes de l’enseignement supérieur varie selon le milieu social d’origine.

Une première explication tient à la transmission inégale du capital culturel. Les familles ne transmettent pas toutes avec la même fréquence les connaissances, le vocabulaire, les pratiques culturelles et la familiarité avec les attentes scolaires. Les enfants de milieux favorisés peuvent ainsi être davantage préparés à maîtriser les codes de l’école et à s’orienter vers des études longues.

Les ressources économiques et les conditions de vie jouent également un rôle. Le coût des études, du logement et des transports peut rendre plus difficile la poursuite d’études longues pour les familles disposant de revenus modestes. À l’inverse, un soutien matériel familial peut aider un jeune à prolonger ses études ou à limiter son activité rémunérée pendant sa formation.

Enfin, les aspirations, les informations disponibles et les conseils reçus peuvent différer selon la position sociale. Les familles peuvent évaluer différemment les risques et les bénéfices des études longues. Les choix d’orientation pris au fil de la scolarité contribuent ainsi à construire des trajectoires distinctes. Le milieu social façonne donc les parcours de formation par plusieurs mécanismes, sans empêcher des parcours individuels différents de ceux qui sont les plus fréquents dans le groupe d’origine.

RÉPONSE À RETENIR

Le document montre qu’en 2019-2021 environ 24 % des jeunes de 25 à 29 ans issus des catégories « Cadres, professions intermédiaires » ont atteint un diplôme de Master ou plus, contre environ 9 % de ceux issus des catégories « Employés, ouvriers ». La transmission inégale du capital culturel, les ressources économiques, les conditions de vie et les choix d’orientation contribuent à cet écart et façonnent les trajectoires de formation, sans les déterminer entièrement.

Troisième partie : Raisonnement s’appuyant sur un dossier documentaire

Question Sujet

Sujet p. 7, 8, 9

> À l’aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez qu’une crise financière se transmet à l’économie réelle par différents canaux.

Introduction. Une crise financière est une forte perturbation du système financier, qui peut notamment dévaloriser des actifs et fragiliser les banques. L’économie réelle désigne la production de biens et de services, ainsi que les revenus, la consommation et l’investissement. La crise immobilière américaine de 2008 illustre comment un choc financier peut atteindre ces activités. Par quels mécanismes cette transmission s’opère-t-elle ? Elle passe notamment par la baisse de la valeur du patrimoine et de la demande, mais aussi par le resserrement du crédit et le recul de l’activité.

1. La baisse de la valeur des actifs dégrade le patrimoine et peut freiner la demande. Lorsque les prix immobiliers chutent, les ménages propriétaires voient la valeur de leur logement et de leur patrimoine diminuer. Le document 2 rapporte qu’une maison achetée 570 000 dollars ne vaut plus que 380 000 dollars : la baisse est de 190 000 dollars, soit environ 33 % du prix d’achat (190 000 ÷ 570 000 ≈ 0,333). Cette perte patrimoniale peut inciter les ménages à réduire leur consommation, par exemple pour reconstituer leur épargne ou parce qu’ils se sentent moins riches. Si la valeur du logement devient inférieure au montant du crédit restant dû, le ménage peut aussi se retrouver en situation de patrimoine immobilier net négatif.

Les défauts de paiement et les saisies peuvent renforcer la baisse des prix : les logements saisis sont parfois revendus à prix réduit, ce qui exerce une pression supplémentaire sur le marché immobilier. Le document 2 indique que 765 000 saisies ont été comptabilisées au troisième trimestre, soit une hausse de 71 % par rapport à un an plus tôt. Les ventes contraintes et la dévalorisation des logements peuvent donc aggraver les pertes patrimoniales et peser sur la consommation. Le document 1 est cohérent avec ce mécanisme : aux États-Unis, le taux de variation annuel de la consommation privée passe de 2,4 % en 2007 à −1,1 % en 2009 ; dans la zone euro, il passe de 1,8 % à −1,0 %.

2. La fragilisation des banques et le resserrement du crédit affectent ménages et entreprises. Les pertes liées aux crédits risqués et à la dévalorisation des actifs peuvent fragiliser les bilans bancaires. Pour limiter leurs risques ou préserver leurs fonds propres, les banques peuvent alors réduire les prêts accordés, durcir les conditions d’emprunt ou augmenter leur coût. Le document 3 présente le taux d’évolution annuel du montant des crédits dans la zone euro. Il montre un net ralentissement après les niveaux élevés observés avant la crise. Le taux pour les entreprises non financières, représentées par la courbe grise, devient négatif autour de 2009-2010. Un taux négatif signifie que le montant des crédits diminue ; un ralentissement du taux lorsqu’il reste positif signifie seulement que les crédits progressent moins vite.

Les entreprises qui obtiennent plus difficilement des financements peuvent reporter leurs investissements, réduire leur production ou limiter leurs embauches. Les ménages peuvent également différer des achats importants financés à crédit. La baisse de la consommation et de l’investissement réduit la demande adressée aux entreprises, ce qui peut entraîner un recul de la production et des revenus. Le document 1 montre qu’en 2009 le PIB baisse de 2,8 % aux États-Unis et de 4,5 % dans la zone euro, tandis que la consommation privée recule respectivement de 1,1 % et de 1,0 %. Le tableau illustre la concomitance de ces contractions, sans suffire à attribuer toute la baisse du PIB à la consommation.

Conclusion. Une crise financière se transmet à l’économie réelle par plusieurs canaux liés. La baisse du prix des actifs réduit le patrimoine des ménages et peut freiner leur consommation ; les pertes financières peuvent aussi conduire à un ralentissement du crédit, qui pénalise les investissements des entreprises et les achats des ménages. La demande, la production et les revenus reculent alors, ce qui peut aggraver les

défauts de paiement et les pertes du système financier. Les documents illustrent ces mécanismes par la crise immobilière et les saisies aux États-Unis, l'évolution du crédit dans la zone euro et la contraction du PIB et de la consommation en 2009.

RÉPONSE À RETENIR

Une crise financière atteint l'économie réelle par la baisse de la valeur des actifs et du patrimoine, qui peut réduire la consommation, ainsi que par le resserrement du crédit aux ménages et aux entreprises, qui peut freiner les achats et l'investissement. Ces évolutions pèsent sur la demande, la production et les revenus ; la récession peut ensuite aggraver les défauts de paiement et les pertes financières.

Sujet : https://www.sujetdebac.fr/annales-pdf/2024/spe-sciences-eco-sociales-2024-polynesie-2-sujet-officiel.pdf
© FormaV EI • Proposition de correction, distincte d'un corrigé officiel.

Copyright © 2027 FormaV®. Tous droits réservés.

FormaV® est une marque déposée auprès de l'INPI sous le numéro 5227897.

Ce document a été élaboré par FormaV® avec le plus grand soin afin d'accompagner chaque apprenant vers la réussite de ses examens. Son contenu (textes, graphiques, méthodologies, tableaux, exercices, concepts, mises en forme) constitue une œuvre protégée par le droit d'auteur.

Toute copie, partage, reproduction, diffusion ou mise à disposition, même partielle, gratuite ou payante, est strictement interdite sans accord préalable et écrit de FormaV®, conformément aux articles L.111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Dans une logique anti-plagiat, FormaV® se réserve le droit de vérifier toute utilisation illicite, y compris sur les plateformes en ligne ou sites tiers.

En utilisant ce document, vous vous engagez à respecter ces règles et à préserver l'intégrité du travail fourni. La consultation de ce document est strictement personnelle.

Merci de respecter le travail accompli afin de permettre la création continue de ressources pédagogiques fiables et accessibles.